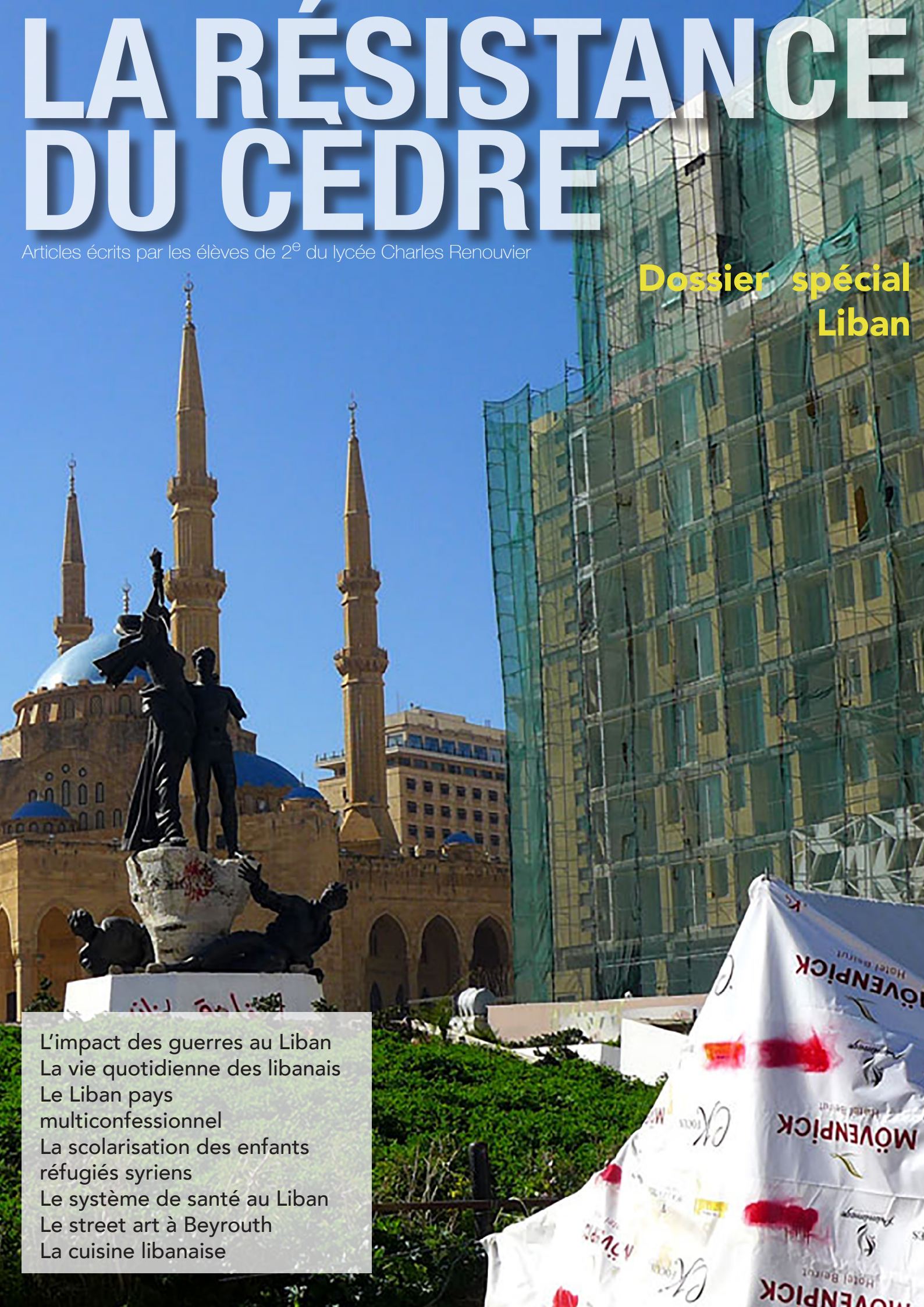


LA RÉSISTANCE DU CEDRE

Articles écrits par les élèves de 2^e du lycée Charles Renouvier

Dossier spécial
Liban



L'impact des guerres au Liban
La vie quotidienne des libanais
Le Liban pays
multiconfessionnel
La scolarisation des enfants
réfugiés syriens
Le système de santé au Liban
Le street art à Beyrouth
La cuisine libanaise

Les impacts et la mémoire des guerres au Liban

Les conséquences économiques du conflit israélo-libanais de 2006

Il y a 10 ans de cela, le 12 juillet 2006, un accrochage entre le Hezbollah et l'armée israélienne déclencha une guerre ; un nouvel conflit israélo-libanais.

Après cette guerre, le Liban fût détruit économiquement. Le gouvernement libanais évalua à 6 milliards de dollars les pertes subies.

« Le Liban a été complètement détruit par la guerre financièrement » racontent un spécialiste de l'économie libanaise anonyme et le franco-libanais Patrick Baz. Malgré l'aide financière du Qatar, de l'Arabie Saoudite et de l'Iran et le pays n'est pas encore reconstruit. Le PIB au Liban en 2015 est de 51 milliards de dollars pour une population de 4 millions personnes, cela donne un PIB / habitants de seulement 11 000 dollars (à titre d'exemple, il est pour la France de plus de 43 000 dollars par habitant) ce qui génère de fortes inégalités.

Quartier d'Achrafiyé. Les immeubles poussent comme des champignons dans le centre-ville de Beyrouth. Est-ce le signe d'une bonne santé économique ?

Le Liban a dû mal à se reconstruire car l'état a des revenus limités mais le système bancaire est très robuste grâce au dépôt important et grâce aussi aux habitants qui sont de bons épargnants. La France, la Chine, les États-Unis sont les plus grands partenaires économiques du Liban. Le Liban mise aujourd'hui sur le développement de ses ressources naturelles et le tourisme écologique dans les régions comme le Chouf ce qui n'empêche pas l'existence d'une économie parallèle importante.

Les conséquences de ce dernier grand conflit israélo-libanais sur le quotidien et le ressenti des populations sont difficiles à évaluer tant sont encore présentes les blessures de la guerre civile de 1975-1990.

Les ravages de la guerre de 1975-1990

Paul René Safa était directeur adjoint d'une banque pendant la guerre. Il raconte que la guerre a commencé progressivement à partir de 1975. « Les frappes étaient de plus en plus violentes. Il y eut des barricades, des tranchées et Beyrouth a été coupée en deux pendant 15 ans ». La rue de Damas était la rue de démarcation, impossible à franchir. Elle séparait en deux la capitale. « Des tireurs étaient postés de part et d'autres sur ces



remparts afin de protéger la ville ». La maison de Paul René Safa se trouvait sur l'avenue de Damas, il a donc dû l'abandonner et fuir à la montagne. Son appartement a ensuite été entièrement pillé.

Malgré la guerre et les bombardements, les libanais continuaient de travailler, de sortir. Pourtant, il y avait toujours cette inquiétude de ne pas revoir sa maison et sa famille à la fin de la journée, en rentrant du travail. Il n'était possible de sortir qu'à des moments précis de la journée. En 1982, l'année de l'assassinat du président Bachir Gemayel, assassinat qui a été très mal vécu car les Libanais le considéraient comme celui qui allait sortir le pays de la guerre, Paul René Safa a aidé sa fille

à fuir en Suisse, il raconte qu'elle est montée dans une embarcation au péril de sa vie.

Aujourd'hui l'avenue de Damas à retrouvée toute sa sérénité

Madeleine a été médecin dans les dispensaires des quartiers de réfugiés. Elle raconte qu'elle a également travaillé dans un hôpital situé sur la ligne de démarcation. Elle accueillait une population venue de Beyrouth ouest. L'hôpital implanté dans une zone de no men's land a été bombardé plusieurs fois. Malgré cela le médecin pense que « l'urgence à vivre fait qu'on vit plus qu'en période de paix ».

Une mémoire commune en construction ?

En 1990, la population ne croyait pas à la fin de la guerre déclarée en seulement quarante-huit heures. En effet, la guerre civile qui avait duré quinze ans avait connu de fréquents épisodes de paix, interrompus chaque fois par la violence. Une loi d'amnistie a été mise en place pour tourner la page et effacer les stigmates.

Pourtant, Liliane, professeure à Beyrouth, évoque le fait qu'il n'y ait pas encore de mémorial de la guerre. Il est question de construire un musée sous la place des martyres. Pourtant, la maison jaune, située sur la ligne verte (à cause de la végétation qui avait recouvert l'avenue de la démarcation), première maison de

la ville atteinte par la guerre « symbolise le conflit » nous explique-t-elle. Liliane regrette, par ailleurs, que « les seigneurs de la guerre » soient encore au pouvoir.

Un livre d'histoire sur la guerre du Liban est en cours d'élaboration mais n'est pas encore achevé pour des raisons politiques. Pour l'heure, chaque communauté religieuse enseigne sa propre version des faits. Or, il existe dix-huit unités confessionnelles au Liban.

Bref, à ce jour aucune mémoire commune de la guerre de 1975 n'a émergé. Le chercheur français Nicolas Dot-Pouillard explique que « le sujet est souvent fréquent dans les écoles, les élèves s'intéressent à la mémoire de leur pays mais aucune trace de cette guerre est trouvable dans les manuels scolaires », les politiciens ne veulent pas prendre leurs responsabilités et n'assument pas leur rôle dans cette guerre.

Mais la mémoire existe toujours au sein des familles d'anciens belligérants qui racontent « leur » guerre à leurs enfants pour les générations futures. Certains bénévoles (souvent composés d'anciens combattants de parties opposées) s'allient pour intervenir dans certains établissements afin de faire vivre une mémoire commune.

Les politiques n'assument pas la guerre de 1975, l'élaboration d'une mémoire commune tarde à émerger. Aux vues des difficultés rencontrées, on peut se demander ce qu'il en sera des mémoires de la guerre de 2006 ?

Guillen Acosta, Lilian Fourny, Mathis Mas-Pouget et Pierre Mournet



Le Liban un mode de vie !



Une odeur de fruits exotiques, soudain associée aux palabres d'un marchand négociant ses prix, puis un goût en bouche irremplaçable, et l'instant d'après une bouffée de pain chaud et de miel. Et tout à coup c'est une explosion de couleurs, les sacs de marchandises ruissellent de rose, de vert, et de jaune, dans un mélange bigarré où le regard se perd. A chaque pas c'est une découverte, que ce soit ces plats de renommée tel le houmous, le Fatté ou les baklavas, à en rester bouche bée : une fois arrivé il faut se faire violence pour repartir ; comme dans les ruines romaines de Baalbeck, tous les lieux sont fascinants.

C'est à une plongée dans quelques aspects de cet univers à la fois si proche et si lointain que nous vous invitons.

Les souks, des marchés à ne pas manquer

Dans des rues étroites ou sur des places publiques, on trouve de grands marchés avec toutes sortes de marchandises : on les appelle des « souks », ils sont omniprésents au Liban, qu'ils soient anciens ou devenus modernes, s'apparentant à de véritables centres commerciaux. Ce sont les principaux commerces de ce pays : on y retrouve différentes épices, des vêtements, de la nourriture si attirante que l'on ne peut passer son chemin sans y goûter. Pendant les guerres, ils sont restés ouverts, mais ils étaient malheureusement difficiles d'accès à cause des problèmes de sécurité et de circulation.

Manger, pour le plaisir

Des passants abordés dans la rue nous ont appris que leurs fruits ne sont pas si différents de ceux de notre pays. On y trouve des pommes, des oranges, des poires... Ils nous ont également précisé qu'ils déjeunent comme les Français et ils font « 3 repas, avec un casse-croûte à 5h qui est facultatif ». Leurs tables sont souvent garnies de plusieurs petits plats différents avec de la viande, du poisson, des légumes et des féculents. Avant les familles prenaient les repas ensemble presque chaque soir, mais avec le temps ces traditions disparaissent car les gens sont trop occupés. Ils essayent tout de même de se rassembler le weekend. Les restaurants libanais sont les gardiens de cette culture constituée d'une multitude de plats, une cuisine épicée comme le fatouche, le kefta, le mezzé, l'houmous et le keslek, des noms aussi difficiles à retenir que les plats sont succulents. Cependant, « Ils aiment beaucoup la viande rouge, le steak avec des pommes de terre frites » fait remarquer Jean Claude, chef français qui a ouvert son restaurant au Liban, comptant sur la reprise du tourisme, après la guerre.



Des paysages de cartes postales

Bien que l'armée libanaise ait repris le contrôle du pays, la situation reste quand bien même tendue, certains quartiers de Beyrouth ne sont pas encore sécurisés, comme Qoubbé. Malgré tout, les Libanais aiment se promener dans les montagnes et dans les sites touristiques. Cependant, suite à la guerre, l'économie qui reposait sur le tourisme avait été bloquée, les comptes viraient au rouge. Aujourd'hui, le gouvernement at-

tache beaucoup d'importance au tourisme, il le développe, crée de nouveaux circuits. Le Liban est une destination très riche, du fait que c'est un très petit pays, où il est facile de se déplacer ; le Liban se partage entre littoral méditerranée et montagnes : aussi les itinéraires combinent-ils sites religieux, gastronomie, stations de ski, plages ; ainsi, après avoir fait une petite randonnée, vous pouvez aller vous baigner sur la côte libanaise, toute proche. Le pays se développe ainsi sur tout type de tourisme : le rural, religieux et culturel, elle attire donc plus de 12 000 touristes.

Dollars ou livres ? Une économie fragile

Malgré le tourisme, certains chiffres de l'économie libanaise ne sont pas des meilleurs. Le fait d'avoir deux monnaies en circulation rend compte de cette réalité. En effet, au Liban, on peut utiliser des dollars comme des livres libanaises : 1 dollar est égal à 15 000 livres. Par ailleurs, contrairement à la France la main d'œuvre indépendante au Liban est beaucoup plus présente. Elle représente 40% des actifs contre seulement 9% pour la France. Une grande partie de la population travaille donc à son propre compte, ce qui n'empêche pas le marché noir d'être omniprésent à cause de la guerre et le chômage d'être très élevé. De grandes inégalités marquent le pays : les riches sont très riches et les pauvres très pauvres.

Le malheur de ce pays

Un autre problème majeur est la gestion des déchets. Depuis le 17 juillet 2015 une crise des déchets s'est déclarée et cela a entraîné de nombreuses conséquences, d'après le journal L'orient du jour. Tout d'abord les incinérations de ces déchets sont potentiellement cancérogènes (brûlure d'ordures nocives), il y a beaucoup de décharges sauvages (700), et 74 municipalités brûlent des déchets illégalement ; d'ailleurs une des plus grandes décharges du Liban a fermé pour cause de débordement. Le gouvernement a appelé la Russie à l'aide : une décharge accueille désormais les déchets ménagers libanais et les incinère ;



mais des questions subsistent, comme le coût de cette externalisation et la durabilité du projet. Il y a aussi plusieurs associations caritatives, comme l'ONG « arc en ciel », qui essaient de trouver des solutions pour la gestion des déchets avec un tri à la source. Chris, le dirigeant de cette ONG nous a informés que cette crise a fait prendre conscience aux habitants de l'importance du tri des déchets. Si le pays croule sous les ordures, seront-ils encore capables de maintenir leur activité touristique ?

Malgré ces quelques désagréments, le Liban est un pays attachant avec ses cultures, ses plats, ses paysages, ses personnes accueillantes qui savent nous donner le sourire, c'est un pays qui vaut vraiment le détour et qu'il faut vraiment découvrir.

Inès et Kaïna Diagne



« Je vis mieux si je vis avec les autres »

Dans le Liban actuel, après la guerre de 2006, comment les différentes confessions religieuses parviennent-elles à coexister ?

Adossé à la colonne de la Mosquée Shatila, un vieil homme portant une djellaba blanche, murmure dans son coin quelques vers du Coran avec foi et dévouement. Sous le toit d'Allah, un groupe d'hommes vêtus du costume traditionnel, prie silencieusement face au mihrab qui indique la direction de la Mecque. A l'angle de la rue, les fidèles musulmans se mélangent aux chrétiens, les djellabas et les jeans/T-shirt s'entremêlent. Et l'on voit en hauteur, la croix latine qui domine l'église catholique Sainte Rita Church... A l'échelle d'un pâté de maisons, se côtoient deux institutions et donc deux communautés religieuses différentes. Imaginez à l'échelle d'un pays !



Sœur Mariam An Nour

Une éducation plurielle et laïque

Nous avons rencontré Sœur Mariam An Nour qui dirige le Carmel Saint Joseph, un lycée pluriel et laïc. Cet établissement scolaire est situé à Mechref, au sud de la ville de Damour, un lieu de triste mémoire pour les Libanais. Des massacres y ont eu lieu au début de la guerre du Liban. Cette école est mixte sur tous les plans, les élèves et professeurs sont de différentes confessions religieuses, ont des idéologies politiques qui peuvent s'opposer, mais réussissent à cohabiter, à vivre ensemble et à se comprendre. La laïcité définit des droits et devoirs, notamment en ce qui concerne la citoyenneté : l'objectif de cette institution est de former des citoyens en premier lieu, mais son ultime aboutissement est bien le « vivre ensemble ». L'institution est dirigée par des Carmélites, une branche du christia-

nisme, qui instaure une grande rigueur. La Sœur qui dirige cet endroit nous confie que « la chance de vivre et de lier une fraternité universelle permet la rencontre même si elle n'oublie pas les différences ». Sur la photographie, on voit donc cette directrice à l'esprit si grandement ouvert à l'Autre, à côté d'une image de la Compassion fraternelle. Cette image est forte et symbolise parfaitement son établissement et son attachement à la cohabitation pacifique.

Au lycée Abdel Kader de Beyrouth, un établissement privé et laïc, qui dispense des cours de la maternelle à la terminale, nous avons rencontré la documentaliste, Ghada Tayara. Elle nous confie qu'au Liban, diverses associations gèrent des écoles religieuses. La plupart des élèves sont de la même obédience que l'association qui dirige l'établissement, mais ils reçoivent également des élèves relevant d'autres confessions.



Ghada Tayara

Dans les établissements privés, il n'y a pas de conflits entre les différentes obédiences, mais dans les lycées publics, il y a quelques tensions de temps à autre, selon l'endroit où est situé le lycée géographiquement. Il y a quelques années, il y avait une grande mixité religieuse dans les établissements scolaires, les religions se mélangeaient, les élèves étaient amis, frères libanais... Maintenant les choses ont changé, les établissements sont moins multi-confessionnels.

ADYAN : Un combat pour le vivre ensemble

Nous avons rencontré le Père Fadi Daou, un acteur de l'organisation multiconfessionnelle : ADYAN, qui veut dire en langue arabe « religions ». Celle-ci a été créée après la guerre civile de 2006, par 5 fondateurs de confessions différentes, contre la violence. Fadi Daou nous confie que dans cette organisation ses acteurs « travaillent ensemble pour des causes communes qui concernent la citoyenneté et le vivre-ensemble ». Ce dernier est un prêtre maronite qui enseigne le syriaque araméen, la langue du Christ. Il confirme que

les autres obédiences sont toutes respectables, qu'il est admiratif des 5 prières et que pour lui les autres confessions sont une source de défi, de découverte et d'enrichissement culturel. Il proclame le besoin d'être uni, du vivre-ensemble mais aussi du mourir-ensemble. Il enseigne la fraternité, la diversité religieuse et veut que l'on voit « au-delà des identités ». Il nous dévoile une devise personnelle qu'il voudrait démocratiser : « je vis mieux si je vis avec les autres ».

Au niveau de l'architecture des bâtiments et des quartiers, aucune différence n'apparaît réellement entre les différentes confessions ; le prêtre maronite



Père Fadi Daou

nous dit bien qu'il y a « qu'une seule culture, la libanaise ». Il nous précise même que « l'on crée des différences psychologiques et imaginaires pour promouvoir la différence identitaire », ce que « ADYAN » ne défend surtout pas.

Pour Fadi Daou, il faut aussi accepter de reconnaître la diversité à l'intérieur même d'une religion. Il travaille donc pour que la société libanaise n'ait « pas peur de la différence », il dit que « celui qui arrive à vivre avec la différence est celui qui réussira », parce que « tomber dans la peur de la différence nous mène à notre perte ». Celui qui tombe dans cette peur, « perdra même la richesse de son être parce que notre être est construit pour être ouvert à l'altérité, à la différence et pour vivre avec les autres ». Ces mots forts de Fadi Daou nous montrent qu'au Liban, des organisations et des personnes veulent faire évoluer les idées de la société sur la différence religieuse et faire accepter cette même différence.

Dans la même fondation, de son bureau implanté dans le quartier d'Abaro de Beyrouth, Nayla Tabbara est une des 5 cofondatrices de cette organisation, et elle est musulmane. Elle travaille dans cette association mais aussi à l'Université, elle a fait des

études d'Histoire mais aussi d'Histoire des religions. Grâce à ses compétences, elle travaille sur des questions de religion, en rapport avec la société, sur des textes religieux, sur les relations inter-religieuses mais aussi intra-religieuses.

C'est ce qui l'anime au quotidien car elle vit dans un contexte mixte islamo-chrétien. Nayla Tabbara nous révèle quelques spécificités du mariage au sein de sa religion. Un musulman peut épouser une chrétienne ou une juive par exemple, mais en aucun cas la femme musulmane n'a le droit d'épouser un homme d'une autre religion. Cette particularité s'explique parce que, dans l'Islam, l'homme respecte la religion de sa femme, sans lui demander de changer de foi, tandis que dans les autres confessions, le mari n'est pas tenu de respecter la religion de son épouse : cet interdit protège donc les femmes musulmanes de toute conversion forcée, liée au mariage. Ces principes s'enracinent dans la longue Histoire de l'Islam. Il y a quelques exceptions toutefois, certaines femmes musulmanes arrivent à se marier à un homme d'une autre religion par le mariage civil et non religieux (pour qu'il soit religieux, il faut trouver l'imam assez ouvert pour donner sa bénédiction à cette union). Nayla Tabbara s'exprime sur les conflits inter-confessionnels : « Aujourd'hui, il n'y a pas de conflits inter-religieux mais il y a une tension exacerbée intra-religieuse, c'est-à-dire au sein d'une même religion, ici je parle des groupes sunnites et chiites au sein de l'Islam. ».

On peut généralement reconnaître le culte que pratiquent les habitants par les habits qu'ils portent, ou par des signes religieux ostentatoires. Il y a cependant



Nayla Tabbara

beaucoup de personnes qui n'affichent pas leur religion. Nayla nous confie une révélation surprenante pour nous, occidentaux, qui véhiculons des stéréotypes sur les femmes musulmanes : même si la plupart

des femmes de confession musulmane sont voilées, beaucoup d'entre elles ne portent aucun signe distinctif ; il est donc difficile de différencier les chrétiennes des musulmanes.

Au Liban, il y a de nombreuses mosquées et églises mais aussi des sanctuaires religieux car le Liban est considéré comme Terre Sainte. Il y a d'ailleurs un sanctuaire dédié à la Vierge Marie, appelé Notre Dame du Mantara qui signifie « Attente » car il est supposé être l'endroit où la Vierge attendait le Christ lorsqu'il prêchait et faisait des miracles de guérison. « Chaque communauté a son propre lieu de culte » : 18 communautés différentes sont présentes au sein du Liban, donc 18 sortes de lieu de culte, on comprend donc l'hétérogénéité de ce pays. Parfois des religions non libanaises s'installent et s'approprient des maisons comme lieu de culte, par exemple les hindous. On pratique au Liban librement et sans contraintes, Naya Tabbara nous confie même que « c'est beau que ça soit tellement ouvert, que ça soit possible pour tout le monde de pratiquer comme ils le veulent ».

La religion occupe une place très importante au sein du Liban, mais ce n'est pas pour cela que tous les habi-

tants sont religieux : il y a des athées, des agnostiques, et il y a beaucoup de personnes qui sont culturellement d'une religion mais qui ne pratiquent pas pour autant, ils se considèrent comme membres de cette communauté, la défendent, portent ses couleurs, ses signes, mais ils ne vont pas nécessairement à l'église ou à la mosquée. Naya Tabbara a une photo d'elle en compagnie du pape sur son bureau et elle nous explique que par son travail, elle l'a déjà côtoyé deux fois, lors de conférences au Vatican inter-religieuses. Elle est considérée comme représentante de la religion musulmane au même titre qu'un chef religieux, elle nous précise qu'en Europe, la place des femmes dans la religion est mieux considérée qu'au Liban mais qu'ADYAN essaie d'inverser cette tendance.

Par ces différents témoignages, nous avons pu comprendre comment au sein d'un même pays, différentes religions cohabitent sous le sigle de la fraternité, du respect de l'autre, de la Différence et de l'espoir du vivre-ensemble.

Mathéo Bonnet et Océane Mégias



Madeleine Badaro Taha

Le Liban, une médecine à deux vitesses

Au Liban la médecine se partage entre trois groupes, la médecine publique, privée et associative.

Madeleine Badaro Taha, une pédiatre pédopsychiatre nous a renseignés sur le système médical Libanais. Bien qu'elle travaille dans le secteur privé, elle a longtemps exercé dans des hôpitaux publics. Elle explique ainsi que le domaine public offre un service « médiocre ». D'après elle, « dans le privé c'est mieux », non pas que les médecins dans le public soient mauvais, mais l'équipement n'est plus au goût du jour.

Un autre problème se pose : les soins au Liban restent « accessibles aux personnes qui en ont les moyens ». En effet, avoir recours au secteur de santé privé est un luxe, dans le public le prix maximal d'une consultation est de 20 euros alors qu'il peut aller jusqu'à 150 euros dans le privé. Même dans le public, tous les soins ne sont pas remboursés et pas à tout le monde. Les personnes âgées et les réfugiés syriens sont laissés pour compte bien qu'ils en aient autant voire plus besoin. De plus, pour ceux qui sont remboursés, la sécurité sociale du Liban est très lente, elle peut mettre un à deux ans à rembourser les frais médicaux, jamais à plus de 70%. Néanmoins, au Liban le ministère de la santé rembourse les soins médicaux pour les maladies chroniques.

Pour les plus pauvres, il existe aussi des centres de soin associatifs dans lesquels on peut être soigné pour presque rien. Mais ceux-ci ne sont pas équipés pour tout soigner et ne peuvent traiter que des blessures bénignes et des maladies qui ne demandent aucune opération.

En ce qui concerne les études de médecine, la dis-

tinction public-privé se fait également. Au Liban, les études de médecine sont difficiles ; elles peuvent être effectuées dans le secteur privé mais elles y sont très chères et dans le secteur public les concours sont très sélectifs « sur 700 élèves seulement 150 sont sélectionnés »

La psychologue Liliane Younes insiste sur le fait que la médecine n'est accessible qu'aux personnes aisées ce qui crée une différence avec la France qui prend en charge tous les patients même les plus démunis. Le Liban reste un pays où la médecine est dominée par le domaine privé, à l'inverse de notre pays où le secteur public est prépondérant.

Jade Baudet et Alexandre Porcherot



Liliane Younes

A Chatila, une école pour l'avenir ?

Depuis la guerre civile qui ravage la Syrie voisine, les réfugiés syriens affluent au Liban avec, parmi eux, des enfants. A Chatila, comme ailleurs dans le pays au Liban, des écoles se montent pour les accueillir.

Pour se rendre à Chatila, depuis le centre-ville de Beyrouth, il faut prendre le minibus de la ligne 4 qui

riens se sont réfugiés au Liban dont une partie s'est, elle aussi, installée au camp de Chatila.

Le Liban fait office de « terre d'accueil ». Ce sont surtout les ONG qui prennent en charge les réfugiés et s'occupent donc de l'accès des enfants à l'éducation. D'après l'Unicef, le pays compterait entre 400 000 et 500 000 enfants syriens en âge d'aller à l'école ; l'association en accueille environ 200 000. L'organisation Basmeht and Zeitooneh (« sourires et olives » en arabe), fondée il y a trois ans pour venir en aide aux réfugiés syriens et palestiniens, a elle aussi mis en place un programme éducatif pour les enfants du camp de Chatila. Au Liban, 20 à 30% des enfants syriens vivent dans des camps de réfugiés.

Gorges Talamas, un syrien, chef de cette opération pour l'ONG, nous explique que leur école compte 14 classes, chacune composée de 25 à 30 élèves. Les cours commencent le matin à 8h jusqu'à la pause déjeuner de midi. Puis ils reprennent l'après-midi de 13h à 17h. Tous les trois mois est organisée une sortie hors des murs de Chatila (les réfugiés s'y aventurent rarement) ainsi qu'une fête à la fin de l'année. Le matériel nécessaire au travail en classe (livres, cartables, crayons, stylos...) est donné gratui-

tement aux enfants par l'organisation.

En plus des salles de classes et de la cour de récréation, les élèves peuvent aller travailler dans la bibliothèque publique que nous fait visiter Georges. Elle est peinte en blanc et bleu pastel avec des dessins enfantins sur les murs ; cela fait un peu penser à nos vieux hôpitaux pédiatriques. Là, les enfants peuvent consulter internet via des ordinateurs. La plupart des livres sont en arabe mais il y a aussi des dictionnaires d'anglais et de français.

Dans cette école, il y a des professeurs libanais, palestiniens et syriens. Pour recruter les enseignants, l'ONG passe d'abord une annonce puis elle « interviewe » les candidats qui se présentent, avant de les embaucher ou non. « Les élèves, ils ont besoin de nous et on est là pour les aider » nous raconte une professeure de français engagée par l'école, syrienne d'origine.

Les élèves suivent le programme libanais. Ils étu-

dient l'anglais, le français, l'arabe, les mathématiques, les sciences, le sport, la musique et le dessin.

L'enseignante nous explique que l'école est importante pour les enfants mais aussi pour les parents, complète Georges. Il rajoute « l'école, pour eux, c'est le seul espace où ils peuvent sortir de la maison, voir des gens, étudier, jouer, faire du sport et de la musique ... ». Au camp de Chatila, il n'y a pas d'espace pour faire tout cela et les enfants vivent souvent dans de toutes petites pièces habitées par 5 ou 6 personnes.

Enfin, quand on demande à Georges s'il y a des problèmes ou des tensions entre les élèves, il répond : « Non, on est de toutes religions, de toutes les régions de la Syrie et on travaille très bien ensemble, il n'y a pas de problèmes ».

Difficultés

Pour mener à bien cette mission, les associations reçoivent des subventions mais Georges Talamas nous rappelle que « Quand ils arrêtent de nous donner, on arrête d'enseigner car cela coûte cher à Beyrouth ». L'affirmation est partagée par Soha Bsati Boustani, la directrice de la communication de l'Unicef au Liban, qui nous explique qu'un enfant coûte à l'organisation 360\$ le matin et 600\$ pour ceux qui travaillent l'après-midi car l'association a besoin de davantage d'enseignants l'après-midi. Elle ajoute que « plus nous aurons des fonds, plus nous serons en mesure d'assurer tous les transports nécessaires et d'assurer que les conditions de travail soient les meilleures ».

G. Talamas explique également : « le seul problème qu'on a à la fin de l'année c'est qu'on n'arrive pas à donner un diplôme » car leur école n'est pas reconnue par le ministère de l'éducation au Liban ». Cela pose des problèmes à long terme car les enfants ont ensuite du mal à continuer leurs études dans d'autres écoles et à l'université. En revanche, les enfants pris en charge par l'Unicef sont scolarisés dans les écoles publiques ayant des moyens, le problème du diplôme ne se pose donc pas.

Au Liban, environ 200 000 enfants – devraient – mais ne vont pas à l'école. A la place, ils travaillent pour aider leur famille (car avec la longueur du conflit les

gens ont dépensé tous leurs biens et doivent pourtant continuer à vivre). Soha Bsati Boustani voit en l'école un moyen d'y remédier : « plus on va avoir des enfants qui vont aller à l'école, moins on va avoir ces formes d'exploitation ». Elle fait référence ici aux enfants qui travaillent, souvent dans de mauvaises conditions, pour un salaire dérisoire. Chatila n'échappe pas à la situation, de nombreux enfants passent leurs journées à travailler dans les champs plutôt qu'à l'école.

« On travaille ensemble pour l'avenir » (G. Talamas)

Comme cela fait longtemps qu'ils ne sont pas allés à l'école, les enfants les plus âgés (13/14 ans) ont accumulé du retard scolaire et l'apprentissage leur est plus difficile. Soha Bsati Boustani nous raconte que face à cette situation l'Unicef a mis en place des programmes non-formels pour remettre à niveau les enfants afin qu'ils puissent intégrer l'école publique après avoir passé un examen.

Toutes les personnes rencontrées s'accordent sur un point essentiel : les enfants syriens doivent aller à l'école et étudier car ils sont l'avenir de la Syrie et ceux qui devront la reconstruire. « On a nos rêves, on a notre pays, on aime vivre, on aimerait continuer notre vie en paix et construire notre pays » (G. Talamas).

CALVET Elisa et GHIANI Anna



Les toits de Chatila depuis des bureaux de Georges Talamas

suit la route poussiéreuse et chaotique de l'aéroport. Ensuite, il suffit de descendre à la hauteur du camp. Pour ceux qui ne connaissent pas, il est difficile de deviner qu'ici se trouve un camp de réfugiés. C'est en commençant à marcher dans les rues qu'on se dit que ce quartier est un peu différent des autres. Bien sûr, comme ailleurs, il y a de tout : des coiffeurs, des épiceries, des garages où l'on répare des voitures. Puis, on remarque les immeubles les uns contre les autres, les passages étroits, les fils électriques dans tous les sens. Et un œil avisé peut remarquer que les affiches exclusivement rédigées en arabe ne s'adressent pas à des Libanais mais à des Palestiniens.

Chatila est un camp de réfugiés palestiniens qui existe depuis 1948, tristement connu pour avoir été le lieu d'un épisode sanglant du conflit israélo-palestinien. Il est situé au cœur de Beyrouth et s'étend sur 1km2 pour bien plus d'une dizaine de milliers d'habitants. Depuis six ans de guerre civile, 1 200 000 sy-



Les élèves d'une école pour réfugiés syriens, au Nord du Liban

La cuisine libanaise et ses spécialités

Je déambulais dans les rues de Beyrouth, plongé dans mes pensées ; tout à coup un ensemble d'odeurs et de bruits m'en fit sortir. Je voulus alors connaître la provenance de ce que mes sens percevaient ; cette recherche me conduisit dans un marché, et très vite je fus submergé par une abondance d'informations sensorielles. Dans cette agréable perte, je fus accueilli par un homme d'une trentaine d'années qui fut mon guide. Il m'indiqua que j'étais dans « le souk el tayeb » : un marché libanais réputé.

J'étais au milieu d'un torrent de cultures. La diversité de produits libanais était flagrante et des produits étrangers étaient aussi présents. Les produits libanais sont principalement constitués de légumes secs (pois-chiche, fèves, haricots),



d'épices et d'herbes aromatiques (menthe, persil), m'expliqua mon guide, ce dont je pus moi-même m'apercevoir en déambulant dans le marché. Grâce aux différents types d'environnements présents au Liban : des montagnes (Mont Liban et l'Anti Liban), des plaines (Plaine de la Bekaa), une longue bande littoral et la Méditerranée, bien sûr, l'accès à des denrées variées est facile. La plaine de la Bekaa a une production très diversifiée de céréales, de betterave, de pomme de terre, de coton, de chanvre et de fruits dans les régions irriguées par exemple, car elle est protégée par le Mont Liban à l'Ouest du climat chaud et sec du littoral, de ce fameux climat méditerranéen que nous connaissons bien dans les Pyrénées Orientales.

Après mon petit tour de marché, j'ai pris cinq minutes pour me poser à une terrasse de café : le café a été apporté par les Ottomans au Liban et depuis c'est devenu une boisson typique au Liban. J'ai demandé au serveur une bonne adresse pour manger à midi, il m'a parlé de chez Abou Hassan, chez qui je me suis donc rendu.

Le menu du jour était composé en entrée d'un taboulé libanais (plat courant dans tout le Moyen orient)

qui contrairement aux taboulés des grandes surfaces est constitué en grande partie de persil haché grossièrement et de menthe, ce qui lui donne une certaine fraîcheur. J'ai eu l'honneur d'assister à la préparation du taboulé par le chef : dans un cul de poule (saladier en fer) il a mis le persil fraîchement haché, l'oignon ciselé, la menthe, le boulgour et il a assaisonné le mélange avec de l'huile d'olive, du sel, du poivre, du piment en poudre et du jus de citron. J'ai eu l'impression de me désaltérer tellement le plat était rafraîchissant.

Le plat principal était une assiette de chich taouk (brochettes de poulet épicées) accompagnée d'une salade. Cuisiné de cette façon, ce plat de poulet me rappela le Mexique et ses paysages. En dessert j'ai eu l'occasion de manger une spécialité israélienne qui est aussi un dessert libanais : le malabi (à base de lait et de fleur d'oranger). La fleur d'oranger étant beaucoup utilisée en parfumerie, le fait de la manger était peu commun et me rappela inévitablement l'odeur d'Aqua Allegoria de Guerlain.

Repu, je me promis de revenir car je n'avais pas encore eu l'occasion de manger un plat qui décrit parfaitement la diversité culturelle du Liban : les lentilles. Selon la branche religieuse le plat est réalisé différemment : les lentilles « chiites » sont accompagnées de riz et d'oignon alors que les lentilles « sunnites » sont accompagnées de petits grains de boulgour.

Le Liban est un pays divisé religieusement, culturellement et politiquement et même dans notre assiette nous pouvons nous rendre compte de ses différences, qui font d'ailleurs le charme de ce pays.

Ilona Baudet, Mathéo Cammarata, Youssef Larhirib et Erxan Salies

La naissance du Street art après la guerre de 2006 au Liban

Un moyen d'oublier les violences subies.

Beyrouth, capitale du Liban, pays autrefois marqué par de nombreuses guerres est aujourd'hui une ville en pleine « renaissance » : si par le passé ses rues étaient dévastées par la peur et la destruction, aujourd'hui elles symbolisent la vie et sont plus que jamais animées par l'espoir et la liberté.

Au Liban, le Street art occupe une place majeure, il est omniprésent dans beaucoup de villes comme Beyrouth. Aussi, les rues de la capitale offrent-elles, au hasard des promenades, d'innombrables surprises visuelles. Devant nous se trouve une œuvre du graffeur Phat2 au style simple, épuré et coloré. Ici, on peut apercevoir une deuxième œuvre de ce même auteur en collaboration avec Barok, un autre graffeur de même renommée au Liban.

Au détour d'une rue animée, une œuvre en particulier attire la curiosité. Au beau milieu d'un mur teinté de mauve et de rose, un poisson vert vêtu comme une allégorie de Noël se démarque. Cette œuvre très atypique symbolise pour Fish, l'auteur de ce graffiti, le mal absolu. Cette figure provient d'un roman d'Howard Philips Lovecraft de 1928, L'appel de Cthulhu. Au départ l'artiste voulait représenter ce monstre marin de 300 m de haut mais des dignitaires religieux lui ont reproché de trop glorifier le mal. Aussi Fish l'a-t-il affublé du bonnet du père Noël.

Même si Beyrouth est une ville libre, certaines œuvres sont parfois victimes de censure : il y a 1 an et demi, certaines œuvres ont été ainsi recouvertes. Toutefois, les frères Ashekman, graffeurs renommés à Beyrouth, prirent l'initiative d'en refaire quelques-unes.



Nous avons rencontré Fish auteur du « poisson de Noël » afin de le questionner sur son art. Issu d'une famille de peintres et étant dès le plus jeune âge fasciné par la peinture, c'est tout naturellement qu'il prend des cours de dessin et étudie afin de se perfectionner avec l'image numérique. C'est en 1996, à Beyrouth que l'artiste graffe pour la 1ère fois. Il s'y

installe bien que, à cette époque,

le gouvernement ainsi que la population voyait les graffitis d'un mauvais œil. En 2006, pendant la guerre, alors que les rues de la ville étaient désertées, les artistes se sont emparés des murs, permettant au Liban de « renaître » après la destruction : « J'aime voir des couleurs dans la rue. Les murs ont plein de trous. Il



Fish dans un café de Beyrouth

y a du gris partout. Il y a plein d'immeubles détruits. Avec les couleurs ça change», nous confie l'artiste. L'art a couvert les traces de balles et les blessures et a permis aux habitants de rester positifs face à la crise, à la guerre et aux deuils. Il a été pour beaucoup un moyen de résistance face aux guerres et couvre aujourd'hui les blessures du passé. Cependant, le but principal de notre artiste est de représenter « les personnes ordinaires et non les célébrités » car elles n'ont d'après lui nul besoin qu'on leur fasse de la publicité. Notre artiste fait aussi partie d'un « crew », une famille d'artistes composée d'Exist, Meuh, Spaz, Subci et Zed et bien entendu de Fish. Ils travaillent ensemble et s'en-

traident afin d'exposer une multitude d'œuvres qu'ils ont pu faire en commun ce qui donne un rendu tout aussi spectaculaire.

Tous ces artistes ainsi que beaucoup d'autres ont fait évoluer le graff libanais très rapidement et celui-ci connaît désormais un essor au niveau international car il est aujourd'hui reconnu et les graffeurs peuvent maintenant graffer et exposer leur œuvres librement dans les rues libanaises.

Léana Valenzuela, Inès Khedimi



Les photos publiées dans ce journal sont extraites du site Globe Reporters accessible à l'adresse :

<http://www.globe-reporters.org>

Édition : Dacha Nadinic, 31 mai 2016, PRADES.



Photo : Jean-Luc Bobin

Prades: en direct avec l'envoyé spécial du lycée Renouvier à Beyrouth

23 élèves d'une classe de seconde préparent actuellement une série de reportages qu'ils vont confier au journaliste indépendant Alain Devalpo en partance pour le Liban. Scoop !

Ils étaient ce jour-là un peu intimidés. Car c'était la première fois qu'ils voyaient en presque «vrai» leur envoyé spécial au Liban. Celui, qui pendant six semaines, sera tout à la fois leurs yeux, leurs bouches, leur nez et leurs oreilles. Celui, qui dès le mois de janvier prochain, sera chargé de réaliser leurs idées de reportages. De transmettre aux interlocuteurs qu'il rencontrera, là-bas, les questions qu'eux, ici, se posent.

Journalisme participatif

«Eux» ? Ce sont 23 élèves d'une classe d'Histoire-géographie de seconde du lycée Charles Renouvier de Prades.

«Lui» ? C'est Alain Devalpo, journaliste indépendant basé à Istanbul, collaborateur régulier du site d'information en ligne Médiapart, mais qui a également travaillé pour Radio France internationale, France culture, la radio Suisse romande, Libération ou le Monde diplomatique.

«Eux» et «lui» se rencontraient, ce jour-là, via vidéo-transmission par l'intermédiaire de Globe reporters. Une association constituée de journalistes, d'enseignants et de webmasters, dont la vocation est de permettre la mise en œuvre de projets de journalisme participatif en tant qu'outils pédagogiques. Avec, pour ambition, de concourir à l'éducation aux médias, à l'école numérique et à la citoyenneté.

Six semaines sur le terrain

Après le Mali, le Laos, le Sénégal, Haïti, la Tunisie et la Roumanie, la campagne Globe reporters met cette année le cap sur le Liban. Situé dans une région du monde secouée par les conflits, ce petit pays méditerranéen multiculturel offre, de fait, de nombreux centres d'intérêt pour des élèves de seconde.

Ce qui a d'emblée incité Judith Manyan, professeur d'Histoire-géo au lycée Renouvier, à faire acte de candidature pour sa classe. Laquelle a donc finalement été retenue - comme celles de 16 autres établissements scolaires de France métropolitaine et d'Outre-mer - pour permettre à leurs lycéens respectifs d'endosser le rôle de «rédac chef».

«À partir d'aujourd'hui, c'est vous les patrons», a lâché, à l'attention des jeunes Catalans, Alain Devalpo lors de leur première rencontre virtuelle destinée à mieux faire connaissance. «Vous allez d'abord vous documenter sur le Liban. Puis, m'envoyer ensuite vos idées de reportage afin que je puisse commencer à prendre des rendez-vous. En janvier, je serai à Beyrouth. Bien sûr, nous continuerons à échanger régulièrement par internet. Pendant ces six semaines, mon travail de collecte d'informations consistera à réaliser les interviews que vous aurez préalablement préparées, mais aussi, à prendre des photos et à tourner des vidéos».

Journal, blog ou webradio

Toute la «matière première» recueillie par l'envoyé spécial du lycée Renouvier sera, dans la foulée, immédiatement mise en ligne sur le site de l'association. «Elle vous permettra alors de réagir en direct, de me demander d'approfondir tel ou tel thème, pour que vous puissiez, dans un troisième temps, mettre tout cela en forme sur le support de votre choix. Que ce soit sous la forme d'un journal, d'un blog ou d'une webradio».

La salle de rédaction de la classe d'Histoire-géo de Judith Manyan est déjà en pleine effervescence. Les idées fusent. Les mains, une à une, se lèvent. Là, on aimerait interroger des artistes de rue dans les ruines de Beyrouth. Ici, on souhaiterait savoir comment les Libanais ont réagi aux attentats de Paris. Plus loin, encore, comprendre comment cohabitent les différentes religions. Ou, enfin, découvrir la façon dont fonctionne le système de santé.

Pour «lui», comme pour «eux», le plus dur assurément commence.

Jean-Luc Bobin, article paru dans l'Indépendant, le 16/12/2015

Impressions des élèves

Projet Liban

Nos impressions

Leana, Ines - On a beaucoup aimé cette idée de « projet Liban » car cela nous a permis de suivre le programme de géographie à travers un support différent que celui des cours classiques. De plus, nous avons choisi un sujet d'étude qui nous plaisait portant sur le Street art. A travers les articles que nous avons envoyés le reporter nous nous sommes documentées sur le sujet ce qui nous a beaucoup enrichies.

Jade, Alex - C'était une expérience enrichissante, on a appris beaucoup de choses sur le Liban et la façon dont les différentes classes sociales sont soignées. Malheureusement le reporter n'a pas réussi à répondre à toutes nos questions.

Mathéo, Océane, Merihem - C'était intéressant de découvrir d'autres cultures religieuses que l'on ne connaissait pas avant. Cela nous a plongé dans la vie libanaise.

Pierre, Guillem, Lilian, Mathis - nous avons bien aimé le projet car le sujet était intéressant et nous a rappelé les moments historiques du Liban. Cela nous a montré comment vivaient les habitants durant la guerre. Nous avons trouvé le projet difficile car il fallait trouver les informations et un peu trop long.

Youssef, Erwan, Ilona, Mattéo - c'était intéressant et amusant, on a aimé la liberté du Projet ; par contre, nous avons manqué d'informations sur la cuisine Libanaise.

Inès, Kaina, Meriem, Dani - c'était une intéressante manière de se cultiver et qui aide à mieux comprendre un sujet. C'est agréable de travailler de cette façon même si attendre les informations est un petit désavantage.

Elisa, Anna - c'était bien car le projet ressemblait beaucoup à un exposé. C'était du travail mais c'était très bien. Par contre, on travaillait plus chez nous que en classe, le projet est assez long mais bien.

Thomas, Théo, Nicolas, Thomas - le sujet sur lequel nous travaillons était bien et, de plus, nous avons aimé le travail de groupe.